



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le neuf février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 3 février 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Isabelle CREVEL donne pouvoir à Christel BOUBERT
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Nicole LANGLOIS donne pouvoir à Virginie LAMBERT

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 9 février 2026

M_DL260209_022

FONCIER - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PRIVE ENTRE LA VILLE ET LE CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE MONTIVILLIERS - AUTORISATION SIGNATURE

Monsieur Aurélien LECACHEUR, Conseiller Municipal Délégué – La Ville de Montivilliers a été sollicitée par le Centre d'Incendie et de Secours (CIS) de Montivilliers visant à bénéficier d'une mise à disposition temporaire d'un bien immobilier appartenant au domaine privé de la Ville.

Le bien cadastré section CC n°266, est situé au 70 Avenue Charles de Gaulle à Montivilliers, dont la superficie totale est de 67,7 m² (34,78 m² au rez-de-chaussée et 32,9 m² à l'étage). De ce fait, le bien présente les caractéristiques adaptées aux besoins exprimés par le CIS.

En outre, la mise à disposition de ce bien a pour objectif principal de permettre au CIS d'y organiser des manœuvres d'entraînement destinées à la formation de ses équipes. Ces exercices, sont axés sur la manipulation du matériel de lutte contre l'incendie et de sauvetage (*échelles, cordes de sauvetages...*), s'inscrivant dans une démarche de simulation réaliste des interventions. Aussi, la proximité géographique du bien avec le Centre de secours situé au 28 Avenue Victor Hugo à Montivilliers, constitue un atout opérationnel, facilitant ainsi la logistique des entraînements.

Les modalités d'utilisation proposées par le CIS prévoient une fréquence d'un à deux entraînements tous les quinze jours, selon le planning suivants :

- En semaine (*fin de journée*) de 18h à 20h ;
- Le samedi matin de 9h à 12h ;
- Le dimanche matin de 9h à 12h.

Toutefois, il est précisé que ces horaires pourront être ajustés en fonction du programme annuel de formation, sans toutefois excéder les plages horaires définies.

Aussi, les interventions doivent intervenir en dehors des heures scolaires de l'école Jules Collet, y compris des heures d'entrée et de sortie et ne doivent pas engendrer des nuisances envers l'association occupant l'un de ces logements ni pour le voisinage à proximité.

Par ailleurs, la présente convention est établie et consentie à titre gratuit, conformément à l'intérêt général que représente la formation des sapeurs-pompiers pour la sécurité des habitants.

Enfin, la présente convention figeant le projet avec le Centre d'Incendie et de Secours de Montivilliers est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature avec la possibilité de renouvellement tacite pour trois périodes identiques, sous réserve de l'absence de dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L.2122-1,
VU le Code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L.721-2 et suivants,
VU le projet de convention d'occupation précaire entre la Ville de Montivilliers et le Centre d'Incendie et de Secours de Montivilliers,

CONSIDÉRANT

- Que la formation des sapeurs-pompiers constitue une mission d'intérêt général et de sécurité publique essentielle pour la sécurité des personnes et des biens sur le territoire communal. Cette démarche s'inscrit dans les objectifs de prévention et de protection des populations, conformément aux dispositions du Code de la sécurité intérieure ;
- Que la Ville de Montivilliers est propriétaire d'un bien bâti de 67.7 m² à usage d'habitation cadastré section CC n°266, relevant de son domaine privé, situé au 70 Avenue Charles de Gaulle à Montivilliers ;
- Que ce bien n'est actuellement pas affecté à un usage spécifique ;
- Que la mise à disposition gratuite de ce bien auprès du Centre d'Incendie et de Secours (CIS) de Montivilliers est justifiée des motifs d'intérêt général et présente des contreparties suffisantes ;
- Qu'il est proposé de mettre à disposition, à titre gratuit, ce bien situé au 70 Avenue Charles de Gaulle, auprès du Centre d'Incendie et de Secours (CIS) de Montivilliers, pour une durée d'un an et renouvelable tacitement trois fois pour la même durée,

Sa commission municipale « Attractivité du Territoire et Urbanisme » réunie le 3 février 2026, consultée,

VU le rapport de Monsieur **Aurélien LECACHEUR**, Conseiller délégué en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat digne ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** la conclusion de la convention d'occupation précaire entre le Centre d'Incendie et de Secours de Montivilliers et la Ville de Montivilliers pour la mise à disposition, à titre gratuit, du bien bâti de 67.7 m² à usage d'habitation cadastré section CC n°266, situé au 70 Avenue Charles de Gaulle, pour une durée d'un an et renouvelable tacitement trois fois pour la même durée.
- **D'autoriser** Monsieur Le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout document complémentaire nécessaire à la mise en œuvre de ladite convention.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr



Envoyé en préfecture le 11/02/2026

Reçu en préfecture le 11/02/2026

Publié le 11/02/2026

webdelib

ID : 076-217604479-20260210-M_DL260209_022-DE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr